



**PREFECTURE  
REGION ILE DE  
FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°IDF-027-2023-07

PUBLIÉ LE 17 JUILLET 2023

# Sommaire

## **Agence Régionale de Santé / Direction de l'autonomie**

IDF-2023-06-22-00009 - Arrêté portant autorisation de création d'une petite unité résidentielle de 6 places par extension et transformation de 6 places de l'EAM (Etablissement d'Accueil Médicalisé) La Lendemaine, sise à Les Molières, géré par l'association Solidarité Autisme Gestion (SAUGE)?? (4 pages)

Page 3

## **Agence Régionale de Santé / Direction de l'Offre de Soins (DOS)**

IDF-2023-07-17-00001 - Décision n°DOS-2023/2368 de la Directrice générale de l'agence régionale de santé d'Île-de-France autorisant le transfert de l'activité de soins de suite et de réadaptation (SSR) indifférenciés en hospitalisation complète et en hospitalisation à temps partiel de jour avec la mention complémentaire « affections de la personne âgée poly-pathologique, dépendante ou à risque de dépendance » en hospitalisation complète et en hospitalisation à temps partiel de jour sur le nouveau site de la Clinique du Val de Seine à construire, sur le site de l'EHPAD Korian Le Coeur Volant, 19, chemin du Coeur Volant 78430 Louveciennes. (3 pages)

Page 8

## **Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France / Conservation régionale des monuments historiques**

IDF-2023-07-10-00013 - Arrêté portant inscription au titre des monuments historiques de certaines parties de l'hôtel-Dieu, situé 1 place du parvis Notre-Dame, à Paris (4e arrondissement) (4 pages)

Page 12

## **Préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris-Secrétariat général aux politiques publiques / Direction des affaires juridiques**

IDF-2023-07-12-00003 - Arrêté inter-préfectoral portant extension du périmètre du syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle (SYORP), par l'adhésion du syndicat intercommunal d'assainissement des communes de Pecqueuse, Lmours, Forges-les-Bains et Briis-sous-Forges (SIAL), pour les compétences "assainissement transport" et "assainissement non collectif" et modification des statuts du SYORP (20 pages)

Page 17

## **Rectorat de l'académie de Paris / division des affaires juridiques**

IDF-2023-07-17-00003 - Arrêté 2023-42-RRA relatif à l'agrément d'un centre de formation de club professionnel de football féminin (1 page)

Page 38

IDF-2023-07-17-00004 - Arrêté 2023-43-RRA relatif à l'agrément d'un centre de formation de club professionnel de football féminin (1 page)

Page 40

IDF-2023-07-17-00005 - Arrêté 2023-44-RRA relatif à l'agrément d'un centre de formation de club professionnel de football féminin (1 page)

Page 42

# Agence Régionale de Santé

IDF-2023-06-22-00009

Arrêté portant autorisation de création d'une petite unité résidentielle de 6 places par extension et transformation de 6 places de l'EAM (Etablissement d'Accueil Médicalisé) La Lendemaine, sise à Les Molières, géré par l'association Solidarité Autisme Gestion (SAUGE)

## **AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

### **ARRETE CONJOINT N° 164/2023**

**portant autorisation de création d'une petite unité résidentielle de 6 places par extension et transformation de 6 places  
de l' EAM (Etablissement d'Accueil Médicalisé) La Lendemain, sise à Les Molières,  
géré par l'association Solidarité Autisme Gestion (SAUGE)**

**LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ESSONNE**

- VU** le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles D. 313-2, L. 312-1, L. 313-1, L. 314-3 et suivants ;
- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de justice administrative et notamment son article R. 312-1 ;
- VU** le décret du 31 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 9 août 2021 ;
- VU** l'élection le 1<sup>er</sup> juillet 2021 de Monsieur François Durovray à la présidence du Conseil départemental de l'Essonne ;
- VU** le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** le décret n° 2017-1620 du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU** l'arrêté n° 2018-61 du 23 juillet 2018 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France portant adoption du cadre d'orientation stratégique 2018-2027 du projet régional de santé d'Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté n° 2018-62 du 23 juillet 2018 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France portant adoption du schéma régional de santé 2018-2022 du projet régional de santé d'Ile-de-France ;

- VU** l'arrêté n°2021- 220 de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 30 décembre 2021 établissant le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) 2021-2025 pour la région Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté n° 2011-17 du 7 février 2011 portant autorisation de création d'un foyer d'accueil médicalisé (FAM) de 24 places dénommé FAM La Lendemain sur la commune des Molières (91470) ;
- VU** l'avis d'appel à manifestation d'intérêt visant à la création de huit petites unités résidentielles de 6 places spécialisées dans l'accueil d'adultes avec troubles du spectre de l'autisme associés à des comorbidités relevant d'autres troubles du neuro-développement, en situation très complexe en Ile-de-France, dans le cadre du plan de prévention des départs en Belgique, publié le 20 mai 2021 sur le site de l'Agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU** la commission de sélection qui s'est tenue le 13 janvier 2022 ;
- VU** l'avis de classement publié sur le site internet de l'ARS le 1<sup>er</sup> février 2022 et au Recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France le 2 février 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par l'association SAUGE, dont le siège social est situé 8 Allée des Coudraies à GIF-SUR-YVETTE, a été retenu ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de créer une petite unité résidentielle de 6 places à destination des adultes avec troubles du spectre de l'autisme associés à des comorbidités relevant d'autres troubles du neuro-développement, en situation très complexe, par extension puis transformation en place de MAS (maison d'accueil spécialisée) de l'EAM La Lendemain, sis LES MOLIERES, s'inscrit dans la transformation de l'offre et va permettre de couvrir des besoins non couverts sur le territoire de l'Essonne ;

**CONSIDÉRANT** que le projet répond à un besoin identifié sur le département de l'Essonne ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma régional de santé ;

**CONSIDÉRANT** qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles ;

**CONSIDÉRANT** que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le PRIAC Ile-de-France et avec le montant de l'une des dotations mentionnées à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles ;

**CONSIDÉRANT**

que l'Agence régionale de santé Ile-de-France dispose pour ce projet des crédits nécessaires à sa mise en œuvre à hauteur de 1 250 000 € au titre des crédits assurance maladie prévus pour le développement de solutions d'habitat accompagné en Ile-de-France ;

**ARRETEMENT**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'autorisation visant à la création d'une petite unité résidentielle de 6 places spécialisées dans l'accueil d'adultes avec troubles du spectre de l'autisme associés à des comorbidités relevant d'autres troubles du neuro-développement en situation très complexe par extension de 6 places de l'EAM La Lendemain sis LES MOLIERES, et transformation en places de MAS, est accordée à l'association SAUGE dont le siège social est situé 8 Allée des Coudraies à GIF-SUR-YVETTE (91190).

**ARTICLE 2<sup>e</sup>** : Après opération d'extension et de transformation les capacités des deux établissements sont les suivantes :

**EAM :**

- 24 places d'internat dont 12 places pour l'Essonne et 12 pour Paris, destinées à la prise en charge de personnes adultes avec troubles du spectre de l'autisme ;

**MAS :**

- 6 places d'internat destinées à la création d'une petite unité résidentielle spécialisée dans l'accueil d'adultes avec troubles du spectre de l'autisme associés à des comorbidités relevant d'autres troubles du neuro-développement, en situation très complexe ;

**ARTICLE 3<sup>e</sup>** : Conformément aux termes du dernier alinéa du I de l'article D. 312-0-3 du code de l'action sociale et des familles, aucune spécialisation n'exclut la prise en charge de personnes présentant des troubles associés à ceux qui font l'objet de la présente autorisation.

**ARTICLE 4<sup>e</sup>** : Ces structures sont répertoriées dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**N° FINESS du FAM : 91 001 927 2**

Code catégorie	(448) Etablissement d'accueil médicalisé	
Code discipline	(966) Accueil et accompagnement médicalisé pour personnes handicapées	
Code fonctionnement (mode d'accueil et d'accompagnement)	(11) Hébergement complet avec internat	24 places
Code clientèle	(437) Troubles du spectre de l'autisme	24 places
Code mode de fixation des tarifs	09 ARS/CD Mix	

**N ° FINESS de la MAS : en cours d'attribution**

Code catégorie	(255) Maison d'Accueil Spécialisé	
Code discipline	(966) Accueil et accompagnement médicalisé	
Code fonctionnement (mode d'accueil et d'accompagnement)	(11) Hébergement complet avec internat	6 places
Code clientèle	(437) Trouble du spectre autisme	6 places
Code mode de fixation des tarifs	05 ARS – établissements médico-sociaux non financé par dotation globale	

N° FINESS du gestionnaire : 91 001 926 4

Code statut : 18 - Etablissement Social et Médico-Social National

**ARTICLE 5<sup>e</sup> :** La présente autorisation est valable sous réserve du résultat positif de la visite de conformité prévue par l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 6<sup>e</sup> :** Elle est caduque en l'absence d'ouverture au public du service dans un délai de trois ans suivant la notification de la décision d'autorisation conformément aux articles L. 313-1 et D. 313-7-2 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 7<sup>e</sup> :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service doit être porté à la connaissance des autorités compétentes.

**ARTICLE 8<sup>e</sup> :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou, pour les tiers, à compter de sa publication.

**ARTICLE 9<sup>e</sup> :** Le Directeur de la délégation départementale de l'Essonne de l'Agence régionale de santé Ile-de-France et le Président du Conseil Départemental de l'Essonne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Région Ile-de-France et du Département de l'Essonne.

Fait à Saint-Denis, le 22 juin 2023

Pour la Directrice générale  
de l'Agence régionale de santé  
Ile-de-France,  
La Directrice générale adjointe

**Signé**

Sophie MARTINON

Le Président du Conseil  
Départemental de l'Essonne

**Signé**

François DUROVRAY

# Agence Régionale de Santé

IDF-2023-07-17-00001

Décision n°DOS-2023/2368 de la Directrice générale de l'agence régionale de santé d'Île-de-France autorisant le transfert de l'activité de soins de suite et de réadaptation (SSR) indifférenciés en hospitalisation complète et en hospitalisation à temps partiel de jour avec la mention complémentaire « affections de la personne âgée poly-pathologique, dépendante ou à risque de dépendance » en hospitalisation complète et en hospitalisation à temps partiel de jour sur le nouveau site de la Clinique du Val de Seine à construire, sur le site de l'EHPAD Korian Le Coeur Volant, 19, chemin du Coeur Volant 78430 Louveciennes.



## AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

### DÉCISION N°DOS-2023/2368

#### LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le Code de la santé publique notamment les articles L.6122-1 et suivants, L.6123-1 et L.6124-1, R.6122-23 et suivants et en particulier les articles D.6121-10, R.6122-37 et D.6122-38 ; les articles R.6123-118 à R.6123-126 et D.6124-177-1 à D.6124-177-53 relatifs à l'activité de soins de suite et de réadaptation ;
- VU** l'ordonnance n°2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;
- VU** le décret n° 2021-974 du 22 juillet 2021 relatif au régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;
- VU** le décret du 31 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France à compter du 9 août 2021 ;
- VU** l'arrêté n°17-925 du 21 juin 2017 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France portant délimitation des zones donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds et des zones donnant lieu à l'application aux laboratoires de biologie médicale des règles de territorialité ;
- VU** l'arrêté n°2018-62 du 23 juillet 2018 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France relatif à l'adoption du schéma régional de santé 2018-2022 du projet régional de santé d'Ile-de-France ;
- VU** les décisions n°10-385 du Directeur général de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France en date du 27 septembre 2010 et n°18-1975 du Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France en date du 25 octobre 2018 autorisant la SAS Clinique du Val de Seine (FINESS EJ 780000519) à exercer, pour les adultes, l'activité de soins de suite et de réadaptation (SSR) indifférenciés en hospitalisation complète et en hospitalisation à temps partiel de jour (5 places) avec la mention complémentaire « affections de la personne âgée poly-pathologique, dépendante ou à risque de dépendance » en hospitalisation complète et en hospitalisation à temps partiel de jour (5 places) sur le site de la Clinique du Val de Seine, le Clos de la Tour – Chemin du Cœur Volant, 78430 Louveciennes (FINESS ET 780300109) ;
- VU** la demande de modification des conditions d'exécution de l'autorisation susvisée présentée par la SAS Clinique du Val de Seine dont le siège social est situé chemin du Cœur Volant 78430 Louveciennes visant à transférer l'activité de soins de suite et de réadaptation (SSR) indifférenciés en hospitalisation complète (35 lits) et en hospitalisation à temps partiel de jour (5 places) avec la mention complémentaire « affections de la personne âgée poly-pathologique, dépendante ou à risque de dépendance » en hospitalisation complète (35 lits) et en hospitalisation à temps partiel de jour (5 places) implantée au 1, chemin du Cœur Volant vers le site de l'EHPAD Korian Le Cœur Volant au 19, chemin du Cœur Volant 78430 – Louveciennes;

- CONSIDÉRANT** la demande susvisée ;
- CONSIDÉRANT** que la configuration actuelle de la Clinique du Val de Seine et la vétusté de ses locaux ne permettent pas d'envisager la pérennité de son activité à horizon de plus de cinq ans ;
- que malgré les efforts déployés par l'établissement pour assurer la conformité de ses locaux, l'antériorité de la construction ne permet pas d'éviter les constats de vétusté de ses installations ;
- que ces difficultés ne permettent plus d'assurer une prise en charge moderne et de qualité des patients accueillis, de garantir des conditions de travail optimales aux salariés, ou bien encore d'envisager le développement des activités de SSR en ambulatoire ;
- qu'en raison de toutes ces difficultés, la SAS Clinique du Val de Seine sollicite ainsi le transfert de son activité de SSR sur un nouveau site à construire, localisé sur le site de l'EHPAD Korian le Cœur Volant 78430 Louveciennes ;
- CONSIDÉRANT** que les conditions d'implantations et techniques de fonctionnement prévues sur le nouveau site, sur la base des documents et informations transmis par la SAS Clinique du Val de Seine, n'appellent pas de commentaire particulier ;
- CONSIDÉRANT** que le site du futur établissement implanté à 350 mètres du lieu d'implantation actuel, à proximité des transports en commun, est facilement accessible et conforme aux normes pour personnes à mobilité réduite (PMR) et adapté à la prise en charge en ambulatoire ;
- CONSIDÉRANT** que le futur établissement disposera d'une entrée distincte de celle de l'EHPAD ;
- que le promoteur envisage en outre de mutualiser certains services supports avec l'EHPAD et étudie actuellement la possibilité de construire une passerelle accessible par les professionnels pour relier les deux établissements ;
- CONSIDÉRANT** que cette relocalisation de l'activité de SSR de la SAS Clinique du Val de Seine au sein du même secteur géographique est sans incidence sur le bilan des objectifs quantitatifs de l'offre de soins ;
- CONSIDÉRANT** que ce projet répond aux objectifs identifiés dans le PRS 2 notamment la montée en charge et le développement des prises en charge en ambulatoire ;
- qu'il entend également contribuer à la qualité du parcours de la personne âgée, en proposant une prise en charge de qualité et de proximité tout en réduisant les hospitalisations inévitables ;
- CONSIDÉRANT** que la SAS Clinique du Val de Seine s'engage à respecter les engagements pris lors de la délivrance de l'autorisation initiale ;

## DÉCIDE

- ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La SAS Clinique du Val de Seine est autorisée à transférer l'activité de soins de suite et de réadaptation (SSR) indifférenciés en hospitalisation complète et en hospitalisation à temps partiel de jour avec la mention complémentaire « affections de la personne âgée poly-pathologique, dépendante ou à risque de dépendance » en hospitalisation complète et en hospitalisation à temps partiel de jour sur le nouveau site de la Clinique du Val de Seine à construire, sur le site de l'EHPAD Korian Le Cœur Volant, 19, chemin du Cœur Volant – 78430 Louveciennes ».

- ARTICLE 2 :** Cette opération devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans maximum à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée au plus tard 4 ans après cette notification.
- La mise en service de l'activité de soins devra être déclarée sans délai à la Directrice générale de l'Agence régionale de santé conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du Code de la santé publique.
- ARTICLE 3 :** La durée de validité de l'autorisation initiale n'est pas modifiée.
- ARTICLE 4 :** Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé dans les deux mois à compter de sa notification devant le Ministre de la Santé et de la Prévention. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois suivant la notification de la présente décision.
- ARTICLE 5 :** Les Directeurs de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Ile-de-France.

Fait à Saint-Denis, le 17 juillet 2023

La Directrice générale  
de l'Agence régionale de santé  
d'Ile-de-France

**Signé**

Amélie VERDIER

Direction régionale des affaires culturelles  
d'Ile-de-France

IDF-2023-07-10-00013

Arrêté portant inscription au titre des  
monuments historiques de certaines parties de  
l'hôtel-Dieu, situé 1 place du parvis Notre-Dame,  
à Paris (4e arrondissement)



**A R R Ê T É N °**

portant inscription au titre des monuments historiques de certaines parties de l'hôtel-Dieu, situé 1 place du parvis Notre-Dame, à Paris (4<sup>e</sup> arrondissement)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE  
PRÉFET DE PARIS  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'article 113 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 modifiée relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;

VU l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture en date du 6 décembre 2022 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDÉRANT que l'hôtel-Dieu présente au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation tant par son histoire, qui s'inscrit dans la longue réflexion hygiéniste entreprise dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, que par son aboutissement architectural, nourrit des apports de l'architecture asilaire, qui en fait un exemple remarquable d'édifice hospitalier de type pavillonnaire, revêtant tout le vocabulaire toscan, implanté au cœur de l'île de la Cité ;

## ARRÊTE

ARTICLE 1<sup>er</sup>-. Sont inscrites au titre des monuments historiques les parties suivantes de l'hôtel-Dieu, situé 1 place du parvis Notre-Dame à Paris, sur la parcelle 13, d'une contenance de 21 779 m<sup>2</sup>, figurant au cadastre section AY, tel que délimité sur les plans annexés :

- les façades, y compris les galeries extérieures donnant sur la cour d'honneur,
- les toitures,
- le portique et l'emmarchement de la chapelle,
- le porche quai de la Corse,
- le hall d'entrée en totalité et la galerie attenante B0,
- les deux galeries d'hiver,
- les six cages d'escalier,
- la cour d'honneur (parties haute et basse) et son péristyle,
- les murs de clôtures, les murs bahuts et les grilles.

L'édifice appartient à l'Etat et est affecté à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

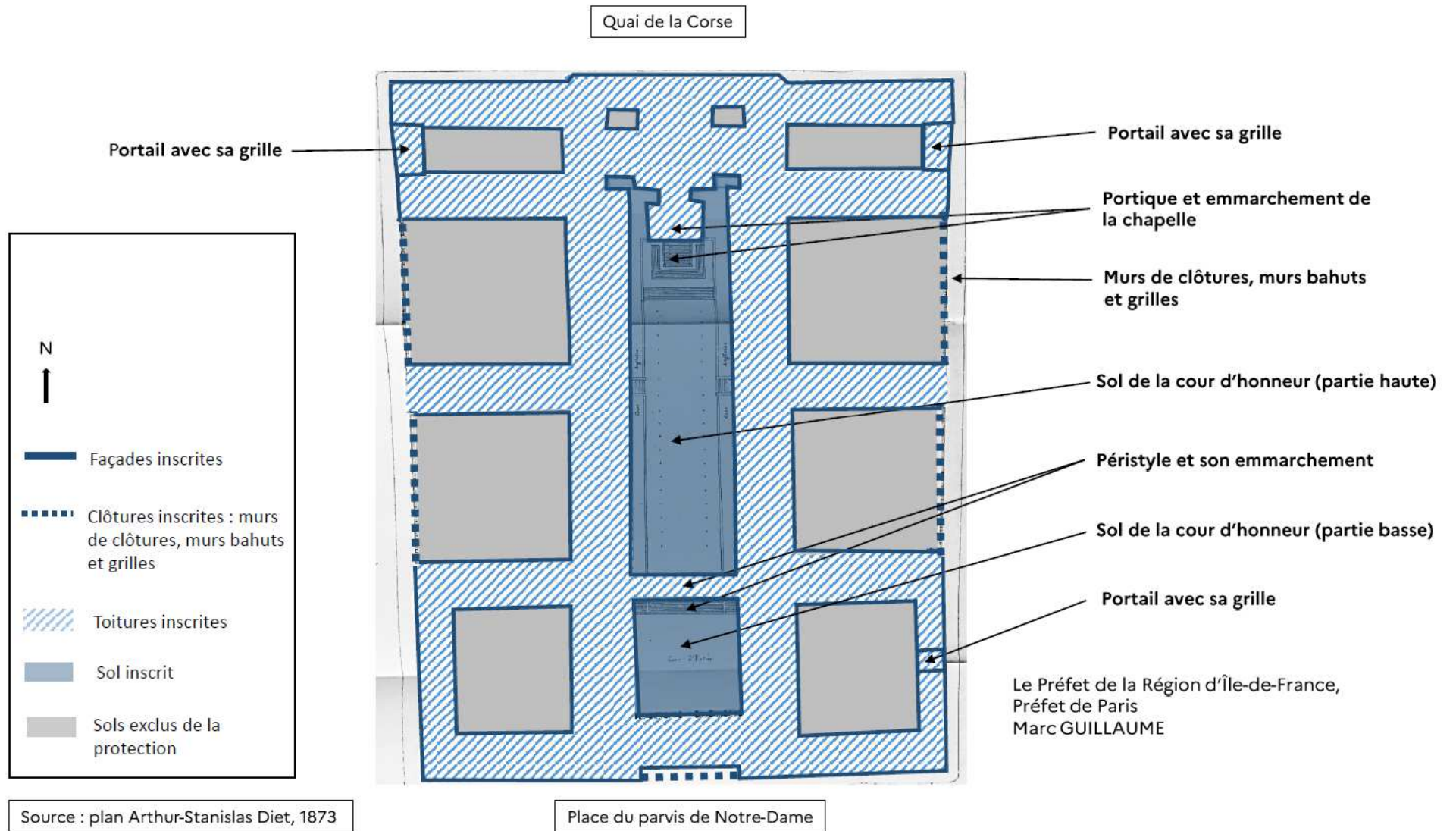
ARTICLE 2-. Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, au maire de la commune concernée et le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

ARTICLE 3-. Le préfet de la région d'Île-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Paris, le 10 juillet 2023  
Le préfet de la région d'Île-de-France,  
Préfet de Paris  
SIGNÉ  
Marc GUILLAUME

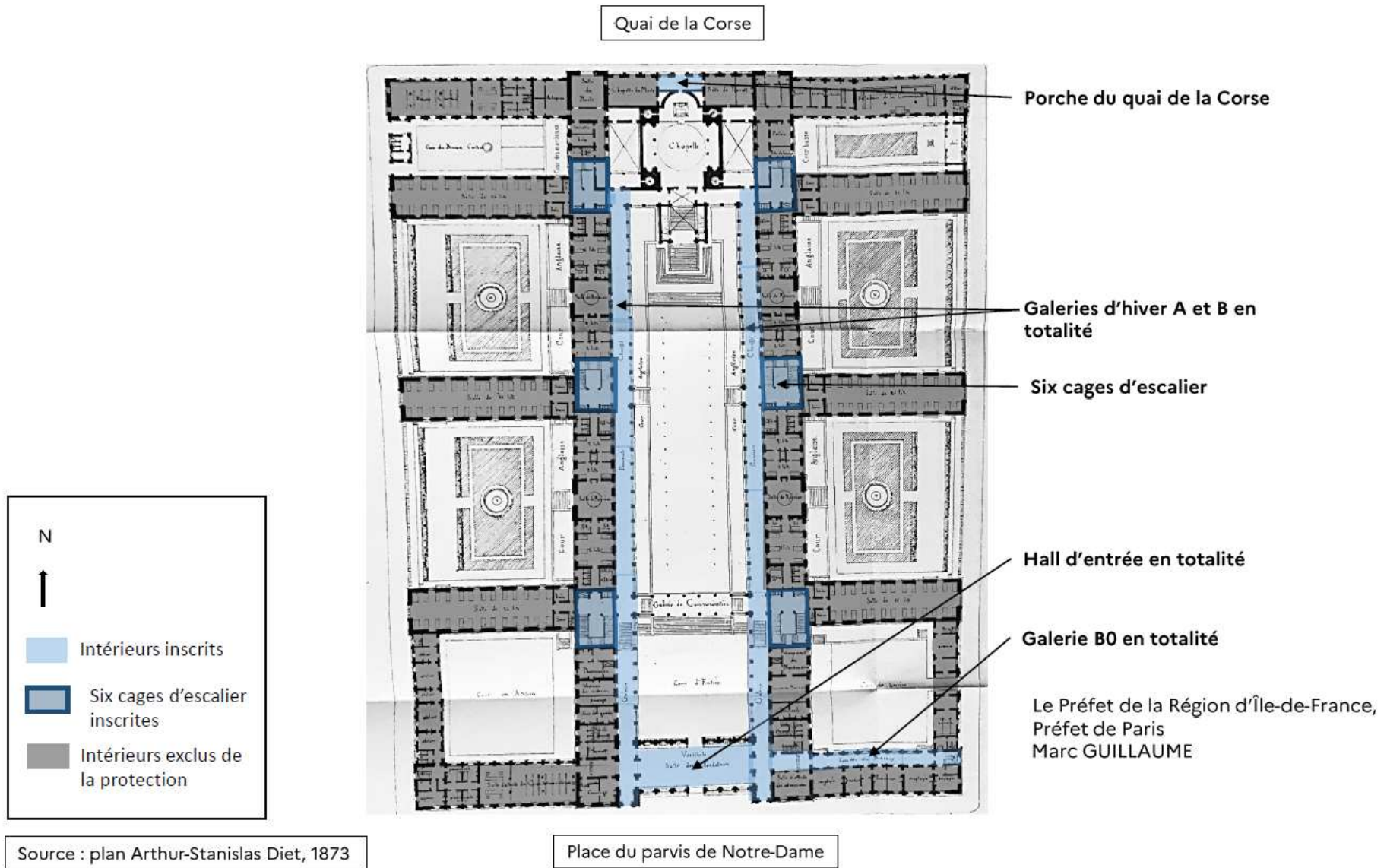
# ARRÊTÉ n°

Plan portant inscription au titre des monuments historiques des parties extérieures de l'hôtel-Dieu, situé 1 place du parvis Notre-Dame, à Paris (4<sup>e</sup> arrondissement)



# ARRÊTÉ n°

Plan portant inscription au titre des monuments historiques des parties intérieures de l'hôtel-Dieu, situé 1 place du parvis Notre-Dame, à Paris (4<sup>e</sup> arrondissement)





Préfecture de la région d'Ile-de-France,  
préfecture de Paris-Secrétariat général aux  
politiques publiques

IDF-2023-07-12-00003

Arrêté inter-préfectoral portant extension du  
périmètre du syndicat de l'Orge, de la Rémarde  
et de la Prédecelle (SYORP), par l'adhésion du  
syndicat intercommunal d'assainissement des  
communes de Pecqueuse, Lmours,  
Forges-les-Bains et Briis-sous-Forges (SIAL), pour  
les compétences "assainissement transport" et  
"assainissement non collectif" et modification  
des statuts du SYORP



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté inter-préfectoral  
portant extension du périmètre du syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle  
(SYORP), par l'adhésion du syndicat intercommunal d'assainissement des communes de  
Pecqueuse, Limours, Forges-les-Bains et Briis-sous-Forges (SIAL), pour les compétences  
« assainissement transport » et « assainissement non collectif » et modification des statuts du  
SYORP**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE  
ET DE PARIS,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**LE PRÉFET DES YVELINES  
Officier de la Légion d'Honneur**

**LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L2224-8, L5211-5, L5211-18, L5211-20, L5212-16, et L5711-1 et suivants ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté interdépartemental n°2018-PREF-DRCL-669 du 31 décembre 2018 portant création d'un Syndicat mixte fermé à la carte, dénommé Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle (SYORP), issu de la fusion du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA), du Syndicat Mixte du Bassin Supérieur de l'Orge (SIBSO), du Syndicat Intercommunal de l'Hydraulique et d'Assainissement des communes de la région de Limours (SIHA) ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral n°2022-PREF-DRCL-508 du 30 décembre 2022 portant modification du préambule et des articles 1, 6 et 12 des statuts du SYORP ;

**VU** la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal d'assainissement de Pecqueuse, de Limours, de Briis-sous-Forges et Forges-les-Bains (SIAL) du 16 septembre 2022 demandant l'adhésion du SIAL au SYORP, pour les compétences « assainissement transport » et « assainissement non collectif » au 1<sup>er</sup> avril 2023 ;

**VU** les délibérations par lesquelles les conseils municipaux de Limours (n°67/2022 du 07/11/22) et de Pecqueuse (du 03/10/22), membres du SIAL, ont approuvé l'adhésion du SIAL au SYORP ;

**VU** l'absence de délibération des conseils municipaux de Briis-sous-Forges et Forges-les-Bains, membres du SIAL ;

**VU** la délibération de principe du comité syndical du SYORP du 26 octobre 2022 approuvant le principe de l'adhésion du SIAL au SYORP ;

**VU** la délibération du comité syndical du SYORP du 24 janvier 2023 approuvant la demande d'adhésion du syndicat intercommunal d'assainissement de Pecqueuse, de Limours, de Briis-sous-Forges et Forges-les-Bains (SIAL) pour les compétences « assainissement transport » et « assainissement non collectif », à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et la modification des statuts en conséquence ;

**VU** la notification de la délibération du SYORP à ses membres, le 27 février 2023 au plus tard invitant leurs organes délibérants à se prononcer, dans un délai de trois mois, sur l'adhésion du SIAL au 1<sup>er</sup> juillet 2023 et sur les modifications statutaires proposées ;

**VU** la notification de la délibération du SYORP au SIAL, le 16 juin 2023, invitant son organe délibérant à se prononcer, dans un délai de trois mois, sur son adhésion au SYORP, au 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;

**VU** les délibérations concordantes par lesquelles les conseils municipaux de Dourdan (n°DEL 2023015), de Forges-les-Bains (n°20230013 du 05/04/23), de La Forêt-le-Roi (n°DEL 2023-027 du 24/03/23), de La Ville-du-Bois (n°2023D16 du 28/03/23), de Marcoussis (n°2023-013 du 16/03/23), de Nozay (n°2023-02-01 du 30/03/23), de Pecqueuse (du 06/03/23), de Saint-Chéron (n°2023-016 du 09/03/23), de Saint-Cyr-sous-Dourdan (n°2023-16 du 07/04/23), de Saint-Maurice-Montcouronne (n°09/04/2023 du 12/04/23), de Sermaise (n°2023-26 du 09/06/23) et les assemblées délibérantes de la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne Agglomération (n°23.062 du 06/04/23), de la communauté d'agglomération de l'Étampois Sud Essonne (n°CA-DEL-2023-019 du 27/03/23), de la communauté de communes Entre Juine et Renarde (n°42/2023 du 22/03/23), de la communauté de communes du Pays de Limours (n°2023-07 du 02/04/23) et de la communauté de communes du Dourdannais en Hurepoix (n°DCC2023-027 du 03/04/23) ont approuvés les modifications statutaires susvisées ;

**VU** l'absence de délibération des conseils municipaux d'Angervilliers, de Ballainvilliers, de Breux-Jouy, de Courson-Monteloup, d'Épinay-sur-Orge, de Fontenay-les-Briis, de Janvry, du Val-saint-Germain, de Linas, de Montlhéry, de Roinville et de Vaugrigneuse et des assemblées délibérantes de la Métropole du Grand Paris, de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine-Bièvre, de la communauté d'agglomération Communauté Paris-Saclay, de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart et de la communauté d'agglomération Rambouillet Territoires ;

**VU** la délibération n°07/06/2023 du 28/06/2023, par laquelle le comité syndical du SIAL a approuvé son adhésion au SYORP au 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L5211-18 du CGCT, « *Sans préjudice des dispositions de l'article L5215-40, le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale peut être ultérieurement étendu, par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, par adjonction de communes nouvelles : 1° Soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles. La modification est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ; (...). À compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Les mêmes règles s'appliquent pour les conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée. Dans les cas visés aux 1° et 3°, l'organe délibérant dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande. (...)* » ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L5211-20 du CGCT, « *L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les modifications statutaires autres que celles visées par les articles L. 5211-17 à L. 5211-19 et autres que celles relatives à la dissolution de l'établissement. À compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement. La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'État dans le ou les départements intéressés.* ».

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L5211-5 II du CGCT, « *(...) la création de l'établissement public de coopération intercommunale peut être décidée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés après accord des conseils*

*municipaux des communes intéressées (...). Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre : 1° Pour la création d'un syndicat, les conseils municipaux des communes dont la population est supérieure au quart de la population totale concernée. (...) »;*

**CONSIDÉRANT** que les organes délibérants qui ne se sont pas prononcés dans le délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du SYORP, sont réputés avoir donné leur accord ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de majorité qualifiée prévues par les articles L5211-18 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales (CGCT) sont réunies ;

**SUR** proposition de Monsieur le préfet, secrétaire général aux politiques publiques de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, de Messieurs les secrétaires généraux des préfectures de l'Essonne, des Yvelines et du Val-de-Marne ;

### ARRÊTENT

**Article 1<sup>er</sup>** – Sont prononcées l'adhésion du syndicat intercommunal d'Assainissement de Pecqueuse, de Briis-sous-Forges, de Limours et de Forges-les-Bains (SIAL) au Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle (SYORP), pour les compétences « assainissement transport » et « assainissement non collectif » et la modification des statuts du SYORP, au lendemain de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

**Article 2** – Un exemplaire des statuts est annexé au présent arrêté.

**Article 3** – Conformément aux dispositions des articles R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Durant ce délai de deux mois, les recours administratifs suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

Recours gracieux auprès de	Recours hiérarchique auprès de
<p>Monsieur le préfet de l'Essonne            Direction des relations avec les collectivités locales            Bureau des structures territoriales            Boulevard de France            91010 ÉVRY-COURCOURONNES</p> <p>Monsieur le préfet de la région d'Île-de-France,            préfet de Paris            Secrétariat général aux politiques publiques            Direction des affaires juridiques            5 rue Leblanc            75911 PARIS Cedex 15</p> <p>Monsieur le préfet des Yvelines            Direction de la réglementation et des collectivités            territoriales            Bureau du contrôle de légalité et de            l'intercommunalité            1 rue Jean Houdon            78010 VERSAILLES Cedex</p> <p>Madame la préfète du Val-de-Marne            Direction de la Citoyenneté et de la légalité            Bureau du contrôle de légalité et de            l'intercommunalité            21-29 avenue du Général de Gaulle            94000 CRÉTEIL</p>	<p>Madame la ministre déléguée            auprès du ministre de l'Intérieur et des            Outre-mer et du ministre de la Transition            écologique et de la Cohésion des territoires            chargée des            Collectivités territoriales</p> <p>Direction générale des collectivités locales            2 place des Saussaies            75008 Paris</p>

Ces recours administratifs interrompent le délai de recours contentieux, qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réponse de l'administration, qu'elle soit explicite ou implicite, en application des dispositions des articles R421-2 et suivants du code précité.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** – Le préfet, secrétaire général aux politiques publiques de la préfecture de la Région d'Île-de-France, préfecture de Paris, les secrétaires généraux des préfectures de l'Essonne, des Yvelines et du Val-de-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux recueils des actes administratifs de chacune de ces préfectures et transmis pour information, au président du SYORP, ainsi qu'au directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et de Paris, aux directeurs départementaux des finances publiques et des territoires de l'Essonne et des Yvelines.

Fait à Paris, le 12 juillet 2023

Le préfet de la région d'Île-de-France,  
Préfet de Paris,

*Signé*

Marc GUILLAUME

Pour le préfet de l'Essonne et par délégation,  
Le secrétaire général,

*Signé*

Olivier DELCAYROU

Pour le préfet des Yvelines et par délégation,  
Le secrétaire général,

*Signé*

Victor DEVOUGE

Pour la préfète du Val-de-Marne et par délégation,  
Le secrétaire général,

*Signé*

Ludovic GUILLAUME



**SYNDICAT DE L'ORGE**

***PROJET de modification des statuts  
approuvé en Comité Syndical le 24 janvier 2023***

**STATUTS DU SYNDICAT**

**SOMMAIRE**

<b>PREAMBULE</b> .....	3
<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES</b> .....	4
<b>ARTICLE 1 : CONSTITUTION ET DENOMINATION DU SYNDICAT</b> .....	4
<b>ARTICLE 2 : OBJET DU SYNDICAT</b> .....	6
<b>2.1- Groupe « Gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels »</b> .....	6
<b>2.1.1. Compétence « Gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels (GEMAPI) »</b> .....	6
<b>2.1.2. Compétence visant les « missions associées à la GEMAPI »</b> .....	7
<b>2.1.3. Compétence « Gestion des milieux naturels et accueil du public »</b> .....	7
<b>2.1.4. Compétence « Hydraulique agricole »</b> .....	7
<b>2.2- Groupe « Assainissement »</b> .....	7
<b>2.3- Groupe « Eau potable »</b> .....	8
<b>2.4- Périmètre d'intervention</b> .....	8
<b>2.5- Missions complémentaires</b> .....	9
<b>ARTICLE 3 : SIEGE DU SYNDICAT</b> .....	9
<b>ARTICLE 4 : DUREE DU SYNDICAT</b> .....	9
<b>ARTICLE 5 : MODIFICATION DES STATUTS</b> .....	9
<b>ARTICLE 6 : ADHESION ET RETRAIT D'UN MEMBRE</b> .....	9
<b>ARTICLE 7 : TRANSFERT ET REPRISE D'UNE COMPETENCE PAR UN MEMBRE</b> .....	10
<b>7.1- Transfert de compétences au Syndicat par une collectivité membre</b> .....	10
<b>7.2- Reprise de compétences par une collectivité membre</b> .....	10
<b>CHAPITRE 2 : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT</b> .....	11
<b>ARTICLE 8 : COMITE SYNDICAL</b> .....	11
<b>8.1- Composition du Comité syndical</b> .....	11
<b>8.2- Mandat des délégués</b> .....	11
<b>8.3- Fonctionnement du Comité syndical</b> .....	12
<b>ARTICLE 9 : BUREAU SYNDICAL</b> .....	12
<b>ARTICLE 10 : PRESIDENT DU SYNDICAT</b> .....	12
<b>CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES</b> .....	13
<b>ARTICLE 11 : DEPENSES DU SYNDICAT</b> .....	13
<b>ARTICLE 12 : RESSOURCES DU SYNDICAT</b> .....	13
<b>ARTICLE 13 : MODALITES DE CALCUL ET DE PERCEPTION DES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES</b> .....	14
<b>13.1- Contributions aux dépenses d'administration générale</b> .....	14
<b>13.2- Contributions aux dépenses « gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels »</b> ...	14
<b>13.3- Contributions aux dépenses « assainissement »</b> .....	14
<b>ARTICLE 14 : TRESORIER</b> .....	14
<b>ANNEXE : Compétences exercées par le Syndicat par membre et par territoire communal.....</b> Erreur ! Signet non défini.	

## PREAMBULE

Le Syndicat a pour objectif la fédération des collectivités du bassin versant de l'Orge afin :

- d'exercer les missions contenues dans la compétence GEMAPI conformément à l'article L211-7 du Code de l'environnement
- d'exercer les compétences dites « associées à la GEMAPI » telles que la lutte contre la pollution, l'exploitation de réseaux de surveillance ou l'animation,
- d'atteindre le bon potentiel écologique des rivières et plans d'eau au plus tard en 2027 conformément au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine,
- d'assurer l'assainissement des eaux usées du bassin versant par la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées,
- d'assurer la gestion hydraulique des cours d'eau et des plans d'eau, et de réduire les vulnérabilités aux inondations,
- de préserver les milieux aquatiques, les zones inondables, les zones humides et les milieux naturels des fonds de vallées constituant des trames écologiques vertes et bleues et d'ouvrir ces espaces au public,
- de sensibiliser le public et les acteurs publics et privés sur ces questions.

27 communes, et 10 structures intercommunales et un syndicat mixte sont membres directs du Syndicat, soit 34 membres en tout sur le territoire du Syndicat.

L'adhésion au Syndicat est possible pour une commune, un Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) à fiscalité propre, un établissement public territorial (EPT), la Métropole du Grand Paris ou un Syndicat mixte.

Le Syndicat est un Syndicat dit « à la carte », comme en donne la possibilité l'article L5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, une « commune peut adhérer [...] pour une partie seulement des compétences exercées » par le Syndicat. Ces différentes compétences sont des compétences optionnelles que les communes peuvent choisir de déléguer ou non au moment de leur adhésion ou à tout autre moment de leur choix.

Les territoires des membres adhérents ne couvrent cependant pas l'ensemble du bassin versant géographique (hydrographique) de l'Orge et de ses affluents, notamment les secteurs de la Rémarde amont (Yvelines), la Sallemouille amont ou l'Yvette.

Or, pour atteindre ses objectifs de bonne qualité écologique des eaux ou de régulation des crues, le Syndicat peut avoir un intérêt à agir sur l'ensemble du bassin géographique amont hors des limites administratives des membres adhérents. Aussi, les statuts du Syndicat intègrent la possibilité d'exercer des missions pouvant être réalisées sur le bassin versant géographique en partenariat avec les collectivités non membres du Syndicat ou d'autres acteurs, et qui concourent à l'amélioration de la gestion de l'Orge et de ses affluents sur le plan qualitatif, hydraulique ou écologique.



## CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : CONSTITUTION ET DENOMINATION DU SYNDICAT

Il est formé, entre :

- **Communauté d'agglomération de Cœur d'Essonne Agglomération** en représentation substitution pour les communes d'Arpajon, Avrainville, Brétigny-sur-Orge, Breuillet, Bruyères-le-Châtel, Egly, Fleury-Mérogis, Guibeville, La Norville, Le Plessis-Pâté, Leuville-sur-Orge, Longpont-sur-Orge, Marolles-en-Hurepoix, Morsang-sur-Orge, Ollainville, Sainte-Geneviève-des-Bois, Saint-Germain-lès-Arpajon, Saint-Michel-sur-Orge, Villemoisson-sur-Orge, Villiers-sur-Orge,
- **Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart** en représentation substitution pour la commune de Grigny,
- **Communauté de communes Entre Juline et Renarde** en représentation substitution pour les communes de Boissy-sous-Saint-Yon, Mauchamps, Saint-Sulpice-de-Favières, Saint-Yon, Souzy-la-Briche, Villeconin,
- **Communauté d'agglomération Paris Saclay** en représentation substitution pour les communes de Ballainvilliers, Epinay-sur-Orge, Linas, La Ville du Bois, Marcoussis, Montlhéry, Nozay,
- **Métropole du Grand Paris** en représentation substitution pour les communes d'Athis-Mons, Juvisy-sur-Orge, Paray-Vieille-Poste, Savigny-sur-Orge, Viry-Châtillon,
- **Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre** en représentation substitution pour les communes d'Athis-Mons, Juvisy-sur-Orge, Paray-Vieille-Poste, Savigny-sur-Orge, Viry-Châtillon,
- **Communauté de communes du Pays de Limours** en représentation substitution pour les communes d'Angervilliers, Briis-sous-Forges, Courson-Monteloup, Fontenay-lès-Briis, Forges-les-Bains, Janvry, Limours-en-Hurepoix, Pecqueuse, Saint-Maurice-Montcouronne, Vaugrigneuse,
- **Communauté de communes du Dourdannais en Hurepoix** en représentation substitution pour les communes de Breux-Jouy, Corbreuse, Dourdan, La Forêt-le-Roi, Le Val-Saint-Germain, Les Granges-le-Roi, Richarville, Roinville-sous-Dourdan, Saint-Chéron, Saint-Cyr-sous-Dourdan, Sermaise,
- **Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires** en représentation substitution pour les communes de Saint-Martin-de-Bréthencourt, Saint-Mesme,
- **Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud Essonne** en représentation substitution pour les communes d'Authon-la-Plaine, Boissy-le-sec et Chatignonville,
- **Syndicat intercommunal d'assainissement des communes de Pecqueuse, Limours, Forges-Les-Bains et Briis-Sous-Forges (SIAL)**

Statuts du Syndicat de l'Orge - P. 4

Ainsi que :

- **Angervilliers,**
- **Ballainvilliers,**
- **Breux-Jouy**
- **Courson-Monteloup,**
- **Dourdan,**
- **Epinay-sur-Orge,**
- **Fontenay-lès-Briis,**
- **Forges-les-Bains,**
- **Janvry,**
- **La Forêt-le-Roi,**
- **La Ville-du-Bois,**
- **Le Val-Saint-Germain,**
- **Linaz,**
- **Marcoussis,**
- **Montlhéry,**
- **Nozay,**
- **Pecqueuse,**
- **Roinville-sous-Dourdan,**
- **Saint-Chéron,**
- **Saint-Cyr-sous-Dourdan,**
- **Saint-Maurice-Montcouronne,**
- **Sermaise,**
- **Vaugrigneuse,**

membres adhérents aux présents statuts, un syndicat mixte fermé à la carte dénommé « Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle » dont le nom usuel est Syndicat de l'Orge.

Statuts du Syndicat de l'Orge - P. 5

## ARTICLE 2 : OBJET DU SYNDICAT

Conformément à l'article L5212-16 du CGCT, le Syndicat est un syndicat à la carte.

Il exerce pour le compte des collectivités membres, les compétences décrites ci-après :

- Quatre compétences au choix qui relèvent de la « Gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels » décrites à l'article 2.1 des présents statuts,
- Huit compétences au choix qui relèvent de l'« Assainissement » décrites à l'article 2.2 des présents statuts,
- Une compétence concerne la gestion de l'eau potable.

L'adhésion ou le retrait d'une collectivité ou d'un membre fera l'objet d'une modification des présents statuts conformément aux dispositions du CGCT.

Le syndicat peut participer à des actions nationales et internationales relatives aux compétences décrites aux articles 2.1 et 2.2 des présents statuts dans le cadre des compétences des collectivités territoriales et leurs groupements en matière d'actions de coopération ou d'aide au développement à l'international, dans le respect des engagements internationaux conclus par la France telles que décrites par les articles L 1115-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

### 2.1- Groupe « Gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels »

Les compétences « Gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels » incluent la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI); les compétences visant les missions dites associées à la GEMAPI, la compétence visant les missions de gestion des milieux naturels et d'accueil du public et la compétence Hydraulique agricole.

Ce bloc est constitué de quatre compétences à activer au choix.

#### 2.1.1. Compétence « Gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels (GEMAPI) »

Le Syndicat exerce la compétence GEMAPI telle que codifiée à l'article L211-7 du Code de l'environnement par la loi « MAPTAM » n°2014-58 du 27 janvier 2014 comprenant les éléments de missions suivants :

- 1° - L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° - L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 5° - La défense contre les inondations ;
- 8° - La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

Sont compris dans l'exercice de cette compétence toutes études, tous travaux et toutes acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de ces missions, ainsi que toute action de sensibilisation et de communication associées.

### 2.1.2. Compétence visant les « missions associées à la GEMAPI »

Le Syndicat exerce cette compétence qui regroupe les missions dites associées à la compétence GEMAPI décrites à l'article L211-7 du Code de l'environnement par la loi « MAPTAM » n°2014-58 du 27 janvier 2014, pouvant être exercées par les collectivités territoriales dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) :

- 6°- La lutte contre la pollution ;
- 7°- La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;
- 10°- L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;
- 9° - Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;
- 11°- La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- 12°- L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique,

Sont compris dans l'exercice de cette compétence toutes études, tous travaux et toutes acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de ces missions, ainsi que toute action de sensibilisation et de communication associée.

### 2.1.3. Compétence « Gestion des milieux naturels et accueil du public »

Le Syndicat exerce cette compétence qui regroupe les missions de préservation et de valorisation des milieux naturels, et les missions d'aménagement pour l'ouverture et l'accueil du public. Elle comprend notamment toutes études, tous travaux, toutes acquisitions foncières nécessaires, ainsi que toute action de sensibilisation et de communication afin d'assurer :

- la gestion écologique des milieux naturels et la préservation de la biodiversité,
- la constitution de trames écologiques vertes et bleues,
- la préservation et la restauration des zones inondables et des zones humides,
- l'ouverture au public des terrains acquis,
- le développement des circulations douces et leur connexion aux réseaux existants
- la valorisation paysagère des terrains syndicaux.

### 2.1.4. Compétence « Hydraulique agricole »

L'hydraulique agricole comprend l'évacuation des eaux de surface, le drainage et l'assainissement des terres agricoles, soit directement, soit indirectement.

## 2.2- Groupe « Assainissement »

Ce bloc est composé de huit compétences à activer au choix.

Le syndicat exerce les compétences en assainissement eaux usées ou eaux pluviales suivantes :

- **Eaux pluviales « collecte »** : la collecte des eaux pluviales urbaines et le contrôle des raccordements et branchements des particuliers et des industriels au réseau public dans les réseaux et installations existants communaux et communautaires ou à créer. Le procès-verbal de

transfert précise les conditions techniques et financières de reprise et d'exercice de cette compétence.

- **Eaux usées « collecte »** : la collecte des eaux usées et le contrôle des raccordements et branchements des particuliers et des Industriels au réseau public dans les réseaux et installations existants communaux et communautaires ou à créer. Le procès-verbal de transfert précise les conditions techniques et financières de reprise et d'exercice de cette compétence.
- **Eaux pluviales « transport »** : étude, construction, exploitation des réseaux, transport des eaux pluviales et stockage dans les installations du syndicat existantes ou à créer,
- **Eaux usées « transport »** : étude, construction, exploitation des réseaux, transport des eaux usées et stockage dans les installations du syndicat existantes ou à créer,
- **Eaux pluviales « traitement »** : étude, construction, exploitation des ouvrages de dépollution des eaux pluviales, traitement des eaux pluviales et gestion des sous-produits dans les installations du syndicat existants ou à créer,
- **Eaux usées « traitement »** : étude, construction, exploitation des stations d'épuration, traitement des eaux usées et gestion des sous-produits dans les installations du syndicat existants ou à créer,
- **Eaux usées « Système Non collectif »** : le suivi et le contrôle des installations d'assainissement non collectives des eaux usées,
- **Eaux usées « non domestiques » et « assimilées domestiques »** : le contrôle de conformité, les autorisations de rejet et le suivi des rejets d'eaux usées non domestiques et assimilées domestiques,

Sont compris dans l'exercice de ces compétences toutes études, tous travaux et toutes acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de ces missions, ainsi que toute action de sensibilisation et de communication associée.

### 2.3- Groupe « Eau potable »

Le Syndicat exerce la gestion du service public industriel et commercial de l'eau potable incluant la production par captage ou pompage, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Le Syndicat est compétent pour :

- Assurer des prestations d'achat et de vente d'eau hors du territoire du Syndicat,
- Réaliser des travaux de pose, de renouvellement et de raccordement de poteaux incendie pour le compte de ses communes membres.

### 2.4- Périmètre d'intervention

Le Syndicat gère tous les cours d'eau, affluents, bras d'eau, plans d'eau et milieux naturels associés situés sur le bassin versant de l'Orge excepté le bassin versant de l'Yvette et le bassin de la Rémarde amont (78).

## **2.5- Missions complémentaires**

Le syndicat pourra effectuer des prestations de services pour le compte de ses membres ou non, dans le bassin hydrographique de l'Orge situé dans le ressort territorial des départements de l'Essonne et des Yvelines et relevant de la compétence de ces personnes morales et de celles du syndicat.

Il s'agira notamment des missions de mandat de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et d'assistance technique pour tous travaux ou toutes études spécifiques.

Le syndicat pourra effectuer des missions de conception, gestion et entretien d'ouvrages ou d'aménagements dans les domaines de l'environnement, de l'écologie, de l'hydraulique, du paysage et de l'assainissement pour le compte de ses membres ou des collectivités non adhérentes dans le bassin hydrographique de l'Orge situé dans le ressort territorial des départements de l'Essonne et des Yvelines et relevant de la compétence de ces personnes morales et de celles du Syndicat.

Ces missions feront l'objet de conventions particulières entre le syndicat et les collectivités concernées. Hormis le conseil, ces missions pourront être rémunérées dans le cadre des procédures de droit commun et notamment conformément à la loi MOP et des règles en vigueur de mise en concurrence.

Ces prestations effectuées sur une base contractuelle, devront être accessoires à la mission principale du syndicat et faire l'objet d'une mise en concurrence.

## **ARTICLE 3 : SIEGE DU SYNDICAT**

Le siège du Syndicat est fixé au 163, route de Fleury à Viry-Châtillon (91170).

## **ARTICLE 4 : DUREE DU SYNDICAT**

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

## **ARTICLE 5 : MODIFICATION DES STATUTS**

Les organes délibérants des membres du Syndicat sont consultés par le comité pour toute modification des statuts du syndicat.

Toute modification statutaire est régie par les dispositions des articles L.5211-17 et suivants du CGCT.

## **ARTICLE 6 : ADHESION ET RETRAIT D'UN MEMBRE**

L'adhésion d'une commune, d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, d'un établissement public territorial (EPT) de la Métropole du Grand Paris ou d'un Syndicat mixte conduit à transférer au syndicat au moins l'une des compétences qu'il exerce, dans les conditions prévues par l'article L. 5211-18 du CGCT parmi les compétences décrites aux articles 2.1 et 2.2.

Le retrait d'une commune, d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, d'un établissement public territorial (EPT), de la Métropole du Grand Paris ou d'un Syndicat mixte s'effectue dans les conditions prévues par l'article L. 5211-19 du CGCT.

Les conditions financières de retrait seront formalisées par délibérations concordantes entre le comité syndical et l'organe délibérant du membre sortant dans les conditions prévues à l'article L. 5211-19 du CGCT.

A défaut d'accord sur les conditions financières de retrait, une quote-part des annuités de dette afférentes aux emprunts contractés par le Syndicat pendant la période où le membre avait délégué la compétence sera évaluée par le comité syndical proportionnellement à la population concernée.

## **ARTICLE 7 : TRANSFERT ET REPRISE D'UNE COMPETENCE PAR UN MEMBRE**

### **7.1- Transfert de compétences au Syndicat par une collectivité membre**

Une compétence parmi celles exercées par le syndicat peut lui être transférée par un de ses membres qui en fait expressément la demande dans les conditions cumulatives ci-dessous.

Chaque compétence est transférée au Syndicat par les membres intéressés après délibération de leur organe délibérant.

La délibération portant transfert d'une compétence au Syndicat est notifiée au Président du Syndicat par le Maire ou le Président concerné.

Le Comité syndical se prononce sur cette demande de transfert dans un délai de six mois à compter de la date de transmission de la délibération.

Le rapport présenté en Comité syndical comprendra des informations relatives au patrimoine, à la dette, au budget transféré et à l'organisation des services de la commune ou communauté demandant le transfert de compétence.

Le Comité syndical définit la date de transfert effectif, qui devra intervenir dans un délai maximum de six mois à compter de la date de la délibération du Comité syndical.

La répartition des contributions aux dépenses liées aux compétences résultant de ce transfert est déterminée par les présents statuts.

Le transfert de compétences au Syndicat entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice de ces compétences dans les conditions prévues aux articles L1321-1 et suivants du CGCT.

Les autres modalités de transfert non prévues par les présents statuts sont fixées par délibération du comité syndical.

### **7.2 - Reprise de compétences par une collectivité membre**

Tout membre souhaitant reprendre une ou plusieurs des compétences transférées au Syndicat doit notifier au Président du Syndicat la délibération de l'organe délibérant sollicitant cette reprise.

Cette reprise ne peut avoir lieu tant que subsiste une dette du membre envers le Syndicat pour les emprunts contractés par ce dernier pour l'exercice de ladite compétence, sauf à rembourser la quote-part de la dette.

Concernant les biens liés à cette compétence, ils redeviendront propriété du membre d'origine, sauf si un équipement mis en place par le Syndicat a un usage intercommunal, dans ce cas, les équipements demeurent propriétés du Syndicat.

Le Comité syndical doit se prononcer sur cette demande au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la transmission de la délibération en précisant la date effective de la reprise. Celle-ci devra intervenir dans un délai de 6 mois à partir de la délibération syndicale.

Le rapport présenté en Comité syndical comprendra des informations relatives au patrimoine, à la dette, au budget transféré, à l'organisation des services et les conditions de cette reprise.

La reprise d'une compétence n'affecte pas la répartition de la contribution des membres aux dépenses d'administration générale du Syndicat.

Les modalités de reprise non prévues aux présents statuts sont fixées par délibération du Comité syndical.

La reprise de compétence d'un membre qui n'aurait transféré qu'une seule compétence au syndicat équivaut à un retrait de ce membre du syndicat, et par conséquent à la réduction du périmètre du syndicat dans les conditions fixées par les dispositions de l'article L.5211-19.

## CHAPITRE 2 : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

### ARTICLE 8 : COMITE SYNDICAL

#### 8.1- Composition du Comité syndical

Le Comité syndical est composé de délégués désignés par les organes délibérants des membres du Syndicat. Un même délégué peut être désigné par plusieurs collectivités ou établissements. Dans ce cas, ce délégué dispose d'un nombre de voix égal au nombre de collectivité ou établissement l'ayant désigné.

Chaque collectivité ou établissement public comprenant plus de 3500 habitants situés sur le bassin versant hydrographique du syndicat est représentée au sein du Comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Chaque collectivité ou établissement public comprenant moins de 3500 habitants situés sur le bassin versant hydrographique du Syndicat est représentée au sein du Comité syndical par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

Les communautés de communes ou d'agglomération, les établissements publics et les syndicats mixtes disposent de 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants pour chacune des communes membres de leur groupement représenté dont le nombre d'habitants situés sur le bassin versant hydrographique du syndicat est supérieur à 3500.

Les communautés de communes ou d'agglomération, les établissements publics et les syndicats mixtes disposent d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant pour chacune des communes membres de leur groupement représenté dont le nombre d'habitants situés sur le bassin versant hydrographique du syndicat est inférieur à 3500.

#### 8.2- Mandat des délégués

Le mandat des délégués est renouvelé en même temps que les conseils municipaux et conseils communautaires, conformément aux dispositions de l'article L.5211-8 du CGCT.



En cas de vacance parmi les délégués pour quel que cause que ce soit, le membre représenté par ce délégué devra nommer un nouveau délégué dans le délai de 3 mois.

Les fonctions de membre du comité syndical sont exercées à titre gratuit.

### **8.3- Fonctionnement du Comité syndical**

Conformément à l'article L. 5211-11 du CGCT, le Comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre. Les membres du Syndicat sont convoqués au moins cinq jours francs avant la date prévue.

Les modalités de fonctionnement du Comité syndical sont soumises aux mêmes règles que celles prévues pour les conseils municipaux (article L. 2121-7 et suivants du CGCT).

Le règlement intérieur du comité syndical fixe les modalités de fonctionnement dudit comité.

Sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, et à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

S'appliquent également les règles suivantes :

1° Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à toutes les communes et notamment pour l'élection du Président et des membres du Bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat.

2° Le président prend part à tous les votes sauf en cas d'application des articles L. 2121-14 et L. 2131-11 du CGCT (article L. 5212-16 du CGCT).

Le Comité syndical peut former des commissions de travail composées de délégués désignés, chargées d'étudier et de préparer les décisions.

### **ARTICLE 9 : BUREAU SYNDICAL**

Le Comité syndical élit parmi ses membres, un Bureau constitué du Président et d'un nombre de vice-présidents déterminé par le Comité syndical conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du CGCT.

Le Président, les vice-présidents ou le Bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant dans les conditions fixées à l'article L.5211-10 du CGCT.

### **ARTICLE 10 : PRESIDENT DU SYNDICAT**

Le Président exerce les fonctions définies à l'article L.5211-9 du CGCT. Il est notamment compétent pour l'exécution des décisions du Comité et pour ester en justice en son nom.

Il procède à la nomination, à la suspension ou à la révocation des agents.

## CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

### ARTICLE 11 : DEPENSES DU SYNDICAT

Le budget du Syndicat pourvoit aux dépenses nécessaires à l'accomplissement des missions qui lui sont assignées.

### ARTICLE 12 : RESSOURCES DU SYNDICAT

Chaque membre supporte obligatoirement, dans les conditions fixées par les présents statuts, les dépenses correspondant aux compétences transférées au Syndicat ainsi qu'une part des dépenses d'administration générale.

Conformément aux articles L.5212-19 et suivants du CGCT, les principales ressources du Syndicat sont constituées par :

- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux compétences « assainissement » pour les services rendus ou les investissements réalisés dont le montant est déterminé annuellement par délibération du comité syndical (RSA transport, épuration, collecte) ; Et le doublement des redevances le cas échéant ;
- Les contributions des membres pour couvrir les charges des compétences « gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels » dont le montant est déterminé annuellement par délibération du Comité syndical ;
- Les contributions des membres pour couvrir les charges relatives à l'administration générale dont le montant est déterminé annuellement par délibération du Comité syndical ;
- La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) ;
- Les produits des conventions de déversement dans les réseaux d'assainissement ;
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Etat, de la Région Ile de France, du département de l'Essonne, des communes et des établissements publics ;
- Les contributions GEMAPI (prélevées et reversées par les établissements publics) ;
- Les subventions spécifiques complémentaires versées par des membres en vue de co-financer des projets menés par le Syndicat de l'Orge,
- Les contributions d'autres syndicats en cas d'utilisation des réseaux du Syndicat ;
- Le produit des emprunts ;
- Autres recettes éligibles du CGCT.

## **ARTICLE 13 : MODALITES DE CALCUL ET DE PERCEPTION DES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES**

### **13.1- Contributions aux dépenses d'administration générale**

Ces dépenses définies par délibération du comité syndical, sont réparties entre tous les membres en fonction de leur population respective située sur le bassin versant hydrographique de l'Orge, et du potentiel fiscal du territoire correspondant.

La population considérée est la population servant au calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) transmise par la Préfecture de l'Essonne au prorata de la population effectivement située sur le bassin versant hydrographique de l'Orge.

### **13.2- Contributions aux dépenses « gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels »**

Ces dépenses définies par délibération du comité syndical, sont réparties entre tous les membres en fonction de leur population respective située sur le bassin versant hydrographique de l'Orge, et du potentiel fiscal du territoire correspondant.

La population considérée est la population servant au calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) transmise par la Préfecture de l'Essonne au prorata de la population effectivement située sur le bassin versant hydrographique de l'Orge.

### **13.3- Contributions aux dépenses « assainissement »**

Les redevances syndicales assainissement « collecte », transport », « traitement » sont perçues auprès des usagers via la facture d'eau potable.

Le Comité Syndical délibère annuellement sur le taux des redevances syndicales assainissement.

## **ARTICLE 14 : TRESORIER**

Les fonctions de trésorier du Syndicat sont exercées par le Trésorier Principal de Savigny-sur-Orge.

Vus pour être annexés à l'arrêté inter-préfectoral n°2023-PREF-DRCL- 149 du 12 juillet 2023

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Olivier DELCAYROU

Le Préfet de la région d'Île-de-France,  
Préfet de Paris,

  
Marc GUILLAUME

Pour le préfet des Yvelines et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Victor DEVOUGÉ

Pour la préfète du Val-de-Marne et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Ludovic GUILLAUME



Rectorat de l'académie de Paris

IDF-2023-07-17-00003

Arrêté 2023-42-RRA relatif à l'agrément d'un  
centre de formation de club professionnel de  
football féminin



**ARRÊTÉ– N° 2023-42-RRA RELATIF A L'AGRÈMENT  
D'UN CENTRE DE FORMATION DE CLUB PROFESSIONNEL DE FOOTBALL FEMININ**

**LE RECTEUR DE LA RÉGION ACADEMIQUE DE L'ÎLE-DE-FRANCE, RECTEUR DE L'ACADEMIE DE PARIS,  
CHANCELIER DES UNIVERSITES DE PARIS ET D'ÎLE-DE-FRANCE**

Vu les dispositions du code du sport, notamment ses articles L. 211-4, L. 211-5 et D. 211-83 à R.211-100 ;

Vu le décret n°2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2023 approuvant la convention type de formation de la Fédération Française de Football ;

Vu le cahier des charges des centres de formation des clubs professionnels de football approuvé par le ministère chargé des sports le 19 décembre 2022 ;

Vu la proposition de la Fédération Française de Football du 3 juillet 2023 ;

Sur proposition du Délégué régional **académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports** d'Ile-de-France,

**ARRÊTE**

**Article 1**

L'agrément prévu à [l'article L. 211-4 du code du sport](#) est accordé pour une période de quatre ans, aux centre de formation relevant de la personne morale suivante : SAS FC FLEURY 91 CŒUR D'ESSONNE ;

**Article 2**

Le Délégué régional **académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports** d'Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 4 juillet 2023

Pour le Recteur de la Région Académique  
Et par délégation, la Déléguée Académique Adjointe  
Jeunesse, Engagement et Sport

**Signé**

Jeanne DELACOURT

Rectorat de l'académie de Paris

IDF-2023-07-17-00004

Arrêté 2023-43-RRA relatif à l'agrément d'un  
centre de formation de club professionnel de  
football féminin





**RÉGION ACADÉMIQUE  
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DELEGATION REGIONALE ACADEMIQUE  
A LA JEUNESSE,  
A L'ENGAGEMENT ET AUX SPORTS  
DE L'ILE-DE-FRANCE**

**ARRÊTÉ– N° 2023-43-RRA RELATIF A L'AGRÉMENT  
D'UN CENTRE DE FORMATION DE CLUB PROFESSIONNEL FOOTBALL FEMININ**

**LE RECTEUR DE LA RÉGION ACADEMIQUE DE L'ÎLE-DE-FRANCE, RECTEUR DE L'ACADEMIE DE  
PARIS, CHANCELIER DES UNIVERSITES DE PARIS ET D'ÎLE-DE-FRANCE**

Vu les dispositions du code du sport, notamment ses articles L. 211-4, L. 211-5 et D. 211-83 à R.211-100 ;

Vu le décret n°2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2023 approuvant la convention type de formation de la Fédération Française de Football ;

Vu le cahier des charges des centres de formation des clubs professionnels de football approuvé par le ministère chargé des sports le 19 décembre 2022 ;

Vu la proposition de la Fédération Française de Football du 3 juillet 2023 ;

Sur proposition du **Délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports** d'Ile-de-France,

**ARRÊTE**

**Article 1**

L'agrément prévu à [l'article L. 211-4 du code du sport](#) est accordé pour une période de quatre ans, aux centre de formation relevant de la personne morale suivante : SASP PARIS FOOTBALL CLUB ;

**Article 2**

Le Délégué régional **académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports** d'Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 4 juillet 2023

Pour le Recteur de la Région Académique  
Et par délégation, la Déléguée Académique Adjointe  
Jeunesse, Engagement et Sport

**Signé**

Jeanne DELACOURT

Délégation régionale académique jeunesse,  
engagement et sports (DRAJES)  
6/8 rue Eugène Oudiné - CS 81360  
75634 PARIS CEDEX 13

Rectorat de l'académie de Paris

IDF-2023-07-17-00005

Arrêté 2023-44-RRA relatif à l'agrément d'un  
centre de formation de club professionnel de  
football féminin



RÉGION ACADÉMIQUE  
ÎLE-DE-FRANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

DELEGATION REGIONALE ACADEMIQUE  
A LA JEUNESSE,  
A L'ENGAGEMENT ET AUX SPORTS  
DE L'ILE-DE-FRANCE

**ARRÊTÉ- N° 2023-44-RRA RELATIF A L'AGRÈMENT  
D'UN CENTRE DE FORMATION DE CLUB PROFESSIONNEL FOOTBALL FEMININ**

**LE RECTEUR DE LA RÉGION ACADEMIQUE DE L'ÎLE-DE-FRANCE, RECTEUR DE L'ACADEMIE DE  
PARIS, CHANCELIER DES UNIVERSITES DE PARIS ET D'ÎLE-DE-FRANCE**

Vu les dispositions du code du sport, notamment ses articles L. 211-4, L. 211-5 et D. 211-83 à R.211-100 ;

Vu le décret n°2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2023 approuvant la convention type de formation de la Fédération Française de Football ;

Vu le cahier des charges des centres de formation des clubs professionnels de football approuvé par le ministère chargé des sports le 19 décembre 2022 ;

Vu la proposition de la Fédération Française de Football du 3 juillet 2023 ;

Sur proposition du **Délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports** d'Ile-de-France,

**ARRÊTE**

**Article 1**

L'agrément prévu à [l'article L. 211-4 du code du sport](#) est accordé pour une période de quatre ans, aux centre de formation relevant de la personne morale suivante : SASP PARIS SAINT GERMAIN FOOTBALL CLUB ;

**Article 2**

Le Délégué régional **académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports** d'Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 4 juillet 2023

Pour le Recteur de la Région Académique  
Et par délégation, la Déléguée Académique Adjointe  
Jeunesse, Engagement et Sport

**Signé**

Jeanne DELACOURT

Délégation régionale académique jeunesse,  
engagement et sports (DRAJES)  
6/8 rue Eugène Oudiné - CS 81360  
75634 PARIS CEDEX 13